

MANDAT DU PORTUGAL

Conseil de l'Union européenne – Jeunesse et Travail

Problématique

Comment l'Union européenne peut-elle faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail, tout en promouvant simultanément la mobilité, l'inclusion et l'innovation sociale ?

I) INTRODUCTION

Dans un monde marqué par les transitions numériques, écologiques et démographiques, la situation des jeunes sur le marché du travail constitue un enjeu central pour l'Union européenne. L'avenir économique et social du continent dépend directement de la capacité des nouvelles générations à s'insérer durablement dans l'emploi. Garantir un travail digne aux jeunes ne représente pas seulement une nécessité économique, mais également une condition essentielle de cohésion sociale, de stabilité démocratique et de confiance dans le projet européen.

Le Portugal considère que la jeunesse européenne doit être placée au cœur des priorités stratégiques de l'Union. Bien que des progrès significatifs aient été réalisés ces dernières années grâce aux instruments européens de soutien à l'emploi, les jeunes restent plus exposés que le reste de la population au chômage, à la précarité contractuelle et aux inégalités territoriales.

Le Portugal illustre concrètement ces défis. Selon les données d'Eurostat, le taux de chômage des jeunes de moins de vingt-cinq ans au Portugal s'élevait à environ 19 % en 2024, contre environ 15 % en moyenne dans l'Union européenne soit un niveau largement supérieur au chômage global. Par ailleurs, près de 9 % des jeunes Portugais âgés de 15 à 29 ans se trouvent en situation de NEET, c'est-à-dire ni en emploi, ni en études, ni en formation. Ces chiffres démontrent que, malgré une amélioration depuis la crise financière, l'intégration professionnelle des jeunes demeure un enjeu structurel pour le pays.

Dans ce contexte, le Conseil de l'Union européenne consacré à la jeunesse et au travail représente une opportunité essentielle pour renforcer la coordination entre les États membres. Le Portugal estime qu'une réponse européenne ambitieuse doit permettre d'articuler l'intégration professionnelle, la mobilité transnationale, l'inclusion sociale et l'innovation comme leviers complémentaires d'un même projet.

II) TRAJECTOIRES HISTORIQUES ET DÉFIS CONTEMPORAINS

A. Les origines des politiques européennes en matière de jeunesse et d'emploi

Les politiques européennes en faveur de la jeunesse se sont progressivement développées à partir des années 1980, lorsque les États membres ont compris que la coopération éducative pouvait renforcer l'identité européenne et améliorer l'employabilité des jeunes. Le lancement du programme Erasmus+ en 1987 a constitué une étape fondatrice, en facilitant la mobilité étudiante et en encourageant la reconnaissance des diplômes entre les pays membres.

Au fil du temps, cette coopération éducative s'est élargie pour inclure des stratégies plus globales en matière d'emploi, de formation professionnelle et d'inclusion sociale. L'Union européenne a progressivement affirmé sa volonté de réduire les inégalités entre les régions et d'améliorer l'accès des jeunes aux opportunités économiques. Le Portugal a participé activement à cette dynamique en modernisant son système éducatif, en développant l'enseignement supérieur et en renforçant la formation professionnelle.

Cette évolution historique montre que les politiques de jeunesse sont passées d'une logique principalement nationale à une approche fondée sur la coopération transnationale, la solidarité et la mobilité.

B. La consolidation des initiatives après les crises économiques

La crise financière de 2008 a profondément affecté les économies européennes, en particulier dans les pays du sud. Le Portugal a connu une forte hausse du chômage des jeunes, dépassant les trente pour cent à certaines périodes de la crise. Cette situation a entraîné une vague importante d'émigration de jeunes diplômés vers d'autres États membres, notamment vers l'Europe du Nord.

Entre 2011 et 2015, plus de cent mille jeunes Portugais ont quitté le pays, principalement vers l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, à la recherche de meilleures perspectives professionnelles. Cette fuite des talents a eu un impact significatif sur la démographie et sur la capacité d'innovation nationale. Aujourd'hui encore, le Portugal continue de faire face à un défi majeur consistant à retenir ses jeunes diplômés dans les secteurs stratégiques tels que les technologies numériques, la santé et l'ingénierie.

Face à cette situation, l'Union européenne a renforcé ses instruments de soutien, notamment à travers la Garantie pour la jeunesse et le Fonds social européen Plus. Ces mécanismes ont permis de financer des programmes de formation, des stages, des dispositifs d'accompagnement personnalisé et des aides à l'entrepreneuriat. Le Portugal a utilisé ces fonds pour améliorer l'insertion professionnelle des jeunes et moderniser ses politiques actives de l'emploi.

Malgré ces avancées, des disparités importantes persistent entre les États membres, tant dans la mise en œuvre que dans l'efficacité des dispositifs. Le Portugal considère donc que la coordination européenne doit être approfondie afin de garantir une application plus homogène et plus ambitieuse des programmes existants.

C. Le rôle et les défis actuels du travail et de la jeunesse

Aujourd'hui, la situation des jeunes en Europe s'est améliorée par rapport aux années de crise, mais elle demeure fragile. Les jeunes sont plus souvent employés sous contrats temporaires et occupent davantage d'emplois précaires que les autres catégories d'âge. Au Portugal, bien que le taux d'emploi global atteigne plus de soixante-dix pour cent selon les données d'EURES, les jeunes rencontrent toujours des difficultés particulières d'accès à des emplois stables.

Par ailleurs, le phénomène des jeunes ne travaillant ni ne suivant d'études ni de formation reste préoccupant dans plusieurs régions européennes. Cette situation fragilise la cohésion sociale et augmente le risque d'exclusion durable.

Le Portugal estime qu'il est indispensable d'impliquer davantage les jeunes dans la conception des politiques publiques afin que les mesures adoptées correspondent réellement à leurs besoins et à leurs aspirations.

III) CONTEXTE POLITIQUE AU NIVEAU EUROPÉEN

A. Tensions fondamentales du débat politique

Les discussions au sein du Conseil de l'Union européenne mettent en évidence plusieurs tensions structurelles. Certains États membres privilégient une approche fondée sur la responsabilité nationale et restent attachés à la souveraineté en matière sociale, tandis que d'autres plaident pour une solidarité européenne renforcée et un financement commun plus important. Une autre tension oppose la recherche de compétitivité économique à la nécessité de garantir des emplois de qualité et des droits sociaux solides.

Le Portugal adopte une position équilibrée en défendant à la fois la compétitivité et la cohésion sociale. Il considère que la croissance économique ne peut être durable sans inclusion et sans réduction des inégalités.

B. Intérêts nationaux et politiques européennes

En tant que pays ayant connu une forte émigration de jeunes qualifiés, le Portugal est particulièrement sensible à la question de la fuite des talents. La mobilité européenne constitue un droit fondamental et un pilier du projet européen, mais elle ne doit pas accentuer les déséquilibres territoriaux. Le Portugal soutient donc des mécanismes favorisant le retour des jeunes diplômés et l'investissement dans les régions moins attractives économiquement.

Le Portugal considère que la mobilité doit être conçue comme un échange équilibré et non comme un transfert permanent de capital humain vers les régions les plus développées. À cet égard, les programmes comme Erasmus+ doivent être complétés par des mécanismes européens favorisant le retour des jeunes diplômés, notamment à travers des incitations fiscales temporaires, des programmes européens de stages dans les régions en transition économique et un soutien accru aux entreprises innovantes implantées dans les zones rurales.

C. Mesures européennes à destination des États membres

Les instruments européens tels que le Fonds social européen Plus, la Garantie pour la jeunesse et le Semestre européen jouent un rôle déterminant dans la coordination des politiques de l'emploi. Toutefois, leur efficacité dépend largement de la volonté politique des États membres. Le Portugal estime qu'une simplification administrative et un financement plus stable permettraient d'améliorer leur impact concret sur la vie des jeunes.

IV) DYNAMIQUES STRATÉGIQUES POUR LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS

A. Défis démographiques et fracture générationnelle

L'Europe connaît un vieillissement rapide de sa population. Selon les projections démographiques, la proportion de personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ne cesse d'augmenter, tandis que le taux de natalité reste inférieur au seuil de renouvellement des générations. Le Portugal est particulièrement concerné par cette évolution démographique.

Le Portugal figure parmi les pays les plus vieillissants de l'Union européenne, avec un âge médian supérieur à quarante-cinq ans. Le taux de fécondité y est d'environ 1,4 enfant par femme, bien en dessous du seuil de renouvellement des générations fixé à 2,1. Cette évolution accentue la pression sur les finances publiques et renforce l'urgence d'investir dans l'emploi des jeunes afin de garantir la soutenabilité du modèle social portugais.

Cette situation exerce une pression sur les systèmes de retraite et réduit progressivement la population active. L'intégration réussie des jeunes sur le marché du travail devient ainsi une priorité stratégique pour assurer la soutenabilité économique à long terme. Le Portugal soutient des politiques favorisant l'autonomie des jeunes, l'accès au logement et la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale afin de limiter la fracture générationnelle.

B. Transition numérique et impact de l'intelligence artificielle

La transformation numérique et l'essor de l'intelligence artificielle modifient profondément la structure du marché du travail. Selon les analyses du CEDEFOP, les compétences numériques avancées deviennent essentielles pour l'employabilité des jeunes. Toutefois, l'accès à ces compétences reste inégal.

Le Portugal a engagé une stratégie nationale de transition numérique visant à renforcer les compétences technologiques des jeunes, notamment à travers des programmes de formation en programmation et en cybersécurité. Selon les données du CEDEFOP, une proportion significative des jeunes travailleurs européens reconnaît ne pas disposer des compétences nécessaires pour s'adapter pleinement aux exigences liées à l'intelligence artificielle. Afin de répondre à ce défi, le Portugal propose la création d'un fonds européen dédié à la formation continue dans les secteurs numériques stratégiques, financé par le Fonds social européen Plus.

Au Portugal, des efforts importants ont été réalisés pour développer la formation technologique et l'innovation, notamment dans les secteurs des technologies de l'information. Néanmoins, des écarts

persistent entre les zones urbaines et rurales, ainsi qu'entre les hommes et les femmes dans les filières scientifiques et technologiques.

Le Portugal considère que l'Union européenne doit investir massivement dans la formation aux compétences numériques et garantir un encadrement éthique de l'intelligence artificielle afin de protéger les travailleurs et d'éviter l'aggravation des inégalités.

C. Réponse stratégique du Portugal à la problématique

Pour répondre à la question posée, le Portugal estime que l'Union européenne doit articuler plusieurs dimensions complémentaires afin de faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail tout en promouvant la mobilité, l'inclusion et l'innovation sociale. L'intégration professionnelle doit être renforcée par la Garantie pour la jeunesse, assortie d'un financement stable et pluriannuel, et la mobilité doit être rendue véritablement inclusive en améliorant les aides financières destinées aux jeunes issus de milieux défavorisés et en facilitant la reconnaissance automatique des qualifications.

L'inclusion sociale suppose un accès équitable à la formation, au logement et aux infrastructures numériques, en particulier dans les régions rurales, tandis que l'innovation sociale doit être encouragée par un soutien accru aux start-ups sociales, à l'économie sociale et solidaire et aux projets portés par des jeunes entrepreneurs.

Dans ce cadre, le Portugal propose également la mise en place d'un programme européen de retour des talents afin d'inciter les jeunes diplômés ayant travaillé à l'étranger à revenir dans leur pays d'origine grâce à des incitations fiscales temporaires et à des opportunités professionnelles dans les secteurs stratégiques, ainsi qu'une harmonisation européenne de la reconnaissance des diplômes techniques et professionnels afin de faciliter la mobilité et de valoriser les compétences acquises à l'étranger.

Le Portugal soutient également la création d'un statut européen du stagiaire pour garantir des conditions équitables et sécurisées à tous les jeunes en stage et permettre une transition efficace entre études et emploi, et estime que le financement des programmes européens d'emploi et d'innovation sociale devrait être conditionné à la qualité des emplois proposés, à l'encadrement, aux compétences valorisables et aux perspectives de carrière durable. L'action européenne ne doit pas être fragmentée mais cohérente, de sorte que mobilité, inclusion et innovation sociale contribuent conjointement à une intégration professionnelle durable et équitable pour tous les jeunes en Europe.

V) CONCLUSION

Le Portugal affirme que l'intégration des jeunes sur le marché du travail constitue un enjeu central pour l'avenir de l'Union européenne et que la réponse à ce défi doit être globale et coordonnée. Faciliter l'accès à l'emploi, promouvoir une mobilité équilibrée et inclusive, garantir l'égalité des chances et soutenir l'innovation sociale sont des objectifs indissociables qui nécessitent un engagement renforcé au niveau européen.

Le Portugal considère que l'Union européenne doit consolider et stabiliser ses instruments existants tels que la Garantie pour la jeunesse et le Fonds social européen Plus, encourager la coopération entre États membres et veiller à ce que la transition numérique et les mutations démographiques ne creusent pas davantage les inégalités territoriales et générationnelles. En plaçant la jeunesse au cœur de ses priorités et en mettant en œuvre des mesures concrètes favorisant le retour des talents, la reconnaissance des qualifications, des stages de qualité et le soutien aux initiatives innovantes, l'Europe investit dans sa prospérité future, dans sa cohésion sociale et dans la solidité de son modèle démocratique.

Le Portugal réaffirme sa volonté de contribuer activement à l'élaboration d'une stratégie européenne ambitieuse, solidaire et innovante capable d'offrir aux jeunes des perspectives professionnelles durables, équitables et adaptées aux défis du XXI^e siècle.

VI) BIBLIOGRAPHIE

Eurostat.

Youth unemployment rate – Statistics Explained.

Disponible sur : <https://ec.europa.eu/eurostat>

Commission européenne.

Youth Employment Support – Reinforced Youth Guarantee.

Disponible sur : <https://employment-social-affairs.ec.europa.eu>

Commission européenne.

Erasmus+ Programme Guide.

Disponible sur : <https://erasmus-plus.ec.europa.eu>

Conseil de l'Union européenne.

Fonds social européen Plus (FSE+).

Disponible sur : <https://www.consilium.europa.eu>

CEDEFOP.

Skills and labour market developments in Europe.

Disponible sur : <https://www.cedefop.europa.eu>

EURES.

Labour Market Information – Portugal.

Disponible sur : <https://eures.europa.eu>

Organisation internationale du travail.

World Employment and Social Outlook.

Disponible sur : <https://www.ilo.org>

PwC.

Global AI Jobs Barometer 2023

Disponible sur : <https://www.pwc.com>

